

---

Paris, le 7 Février 2012

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### OGM / démocratie : coexistence impossible ?

Paris, le 7 février 2012 - Après l'une des représentantes des salariés des biotechnologies (CFDT), ce sont les représentants des syndicats agricoles défenseurs des OGM (FNSEA et JA), puis de l'industrie semencière (GNIS) et agroalimentaire (ANIA) qui ont annoncé leur démission du Comité Économique, Éthique et Social du Haut Conseil des Biotechnologies.

Selon eux, il est inadmissible que des personnes opposées à un "consensus" conforme à leur propre opinion puissent continuer à siéger dans des instances consultatives officielles. Habités à ne jamais être contestés par cinquante années de cogestion de la politique agricole entre leurs seules organisations et les pouvoirs publics, ils avaient déjà demandé il y a deux ans au premier Ministre une recomposition du CEES afin d'en exclure les représentants actuels des organisations paysannes, biologiques, apicoles et environnementales.

Selon eux, il serait interdit de s'opposer à la "coexistence" dans une instance de consultation démocratique sur les OGM. La "coexistence" OGM, ce n'est que l'existence des OGM dans les champs et **la contamination des productions voisines et des ruches**, dont la grande majorité des français ne veulent pas. Il serait donc, selon ces démissionnaires, interdit de défendre le point de vue de la majorité des français dans une instance de consultation officielle : drôle de conception de la démocratie !

Dans sa recommandation sur la coexistence, le CEES a refusé de faire croire à un consensus qui n'existe pas. Il a préféré exposer les points de vue des différentes parties prenantes de la société française qui le composent. Organisme nommé et non élu, il a aussi refusé un vote qui n'aurait fait que refléter les souhaits de ceux qui l'ont nommé et non ceux du scrutin démocratique. En faisant ces choix, il respecte son rôle d'organisme destiné à éclairer les pouvoirs publics et non à se substituer à leur rôle d'arbitre.

Est-ce cela que refuse le lobby pro-OGM qui n'accepte de comité consultatif que s'il est entièrement soumis à ses choix ? 4 membres du CEES sur les 19 qui ont participé à la recommandation sur la coexistence, ont exprimé une divergence en affirmant qu'il s'agit d'une position majoritaire : curieuse idée de la démocratie ?

... / ...

Ce cartel vient d'obtenir directement du Ministre de l'agriculture un arrêté "coexistence" qui ignore complètement la recommandation du CEES et qui permettra à ses agrimanagers de cultiver du maïs OGM et de contaminer tranquillement le miel, les semences paysannes, les maïs bio et conventionnels et l'environnement. Il n'a effectivement pas besoin de faire face à la société civile et, pour éviter que ses positions anti-démocratiques soient exposées dans les recommandations du CEES, il tente de le faire supprimer.

**L'Union Nationale de l'Apiculture Française, la Confédération Paysanne, la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, France Nature Environnement et les Amis de la Terre appellent les pouvoirs publics à conserver l'outil original et indispensable que constitue le CEES et à ne pas plier face aux menaces inacceptables de ceux qui veulent imposer les OGM aux français par la force.**

## **CONTACTS PRESSE**

**Jean Marie Sirvins** - UNAF - 06 89 37 06 12

**Patrick de Kochko** - les Amis de la Terre - 06 17 06 62 60

**Daniel Evain** - FNAB : 06 84 06 64 38

**Guy Kastler** - Confédération Paysanne : 06 03 94 57 21